



du droit des femmes à l'égalité. En 41 ans d'existence, les Nations Unies n'avaient accordé à aucune femme un poste permanent de Secrétaire général adjoint. L'Organisation en compte maintenant trois et nous nous félicitons tout particulièrement de ce que la première qui ait été nommée soit une Canadienne éminente, M^{me} Thérèse Paquet-Sévigny, qui occupe le poste de Secrétaire général adjoint responsable du Département de l'information.

D'autres réalisations ont marqué l'année qui vient de s'écouler, à savoir le succès de la Conférence de Vienne sur l'abus et le trafic illicite des drogues; l'entrée en vigueur de la Convention contre la torture; le projet de convention sur la sécurité maritime de l'Organisation maritime internationale et les progrès en matière de vérification accomplis par la Commission du désarmement des Nations Unies, progrès auxquels le Canada est fier d'être associé. Ce sont là autant de preuves de la valeur et de la vitalité de l'Organisation, et des illustrations péremptoires de l'avantage qu'il y a à continuer à s'attaquer ensemble aux problèmes du monde.

La grande raison d'être des Nations Unies consiste à répandre plus largement la paix et la justice dans le monde. Il arrive parfois, et c'est le cas dans le conflit entre l'Iran et l'Iraq, que son rôle prenne un caractère particulièrement crucial après que d'autres tentatives se soient soldées par un échec. Dans d'autres cas, l'Organisation peut encourager des initiatives qui peuvent déboucher sur la paix là où elle est menacée ou attirer l'attention internationale sur une situation d'injustice qui doit cesser. Je souhaite commenter aujourd'hui une initiative qu'il nous faut encourager et une injustice qu'il nous faut faire disparaître.

L'initiative a pour cadre l'Amérique centrale, où les présidents du Costa Rica, du El Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua ont conjugué leurs efforts dans une démarche authentique de la part de toutes les parties en vue de régler leurs différends par des moyens pacifiques. Le surprenant aboutissement positif du sommet du Guatemala tient à de nombreux facteurs. On peut citer les bases jetées par les groupes de Contadora, les travaux préparatoires des pays d'Amérique centrale et les concessions faites au cours du sommet par chacun des cinq présidents. Nous avons tous salué cette réalisation. Il ne s'agit toutefois que d'un premier pas sur une route parsemée d'obstacles.

L'assistance du Canada à la région est en augmentation constante, tout comme notre aide financière aux réfugiés et notre accueil de ces derniers. Nous avons exprimé

l'opinion selon laquelle les problèmes de l'Amérique centrale trouvent leurs racines dans la pauvreté, et non pas dans des questions idéologiques; que ce dont la région a réellement besoin, c'est une assistance au développement, et non pas d'activités militaires; et que l'intervention de puissances extérieures ne peut qu'accroître les tensions. Nous avons soutenu le processus de Contadora et mis à sa disposition les compétences que les Canadiens ont acquises en matière de maintien de la paix.

...Le Canada soutient les initiatives des présidents de l'Amérique centrale. Nous sommes disposés à offrir nos compétences dans les domaines de la conception et de la mise au point de mécanismes de vérification et de contrôle qui, lorsque la paix aura été instaurée, contribueront à son maintien. S'il est vrai que c'est aux parties qui, dans les faits, sont en conflit qu'il appartient de régler leurs différends, le Canada n'en demeure pas moins disposé à contribuer à ce processus par tout moyen direct et concret dont il dispose.

M. le Président, la situation d'injustice que j'ai évoquée précédemment et que je souhaite maintenant aborder, c'est l'*apartheid*. Le Canada a fait connaître clairement et officiellement sa position. Nous avons donné suite à toutes les sanctions recommandées par la Conférence de Nassau réunissant les chefs de gouvernement du Commonwealth. Nous avons interdit tant les nouveaux investissements en Afrique du Sud que le réinvestissement des bénéficiaires. Nous avons interdit la promotion du tourisme et interrompu les liaisons aériennes. Nous avons interdit l'importation de charbon, de fer et d'acier. En outre, nous avons clairement indiqué que, si d'autres mesures ne donnent pas les résultats attendus, nous sommes disposés à rompre nos relations économiques et diplomatiques avec l'Afrique du Sud. Le Canada secourt les victimes de l'*apartheid* en leur fournissant des bourses, une aide juridique et d'autres formes d'assistance. Nous contribuons de façon substantielle au développement des États de première ligne, tant sur le plan bilatéral que par l'intermédiaire de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe. Nous exerçons notre influence partout où elle peut se révéler efficace afin d'intensifier les pressions contre l'*apartheid*.

Le Premier ministre du Canada a rencontré les dirigeants du Zimbabwe, de la Zambie et du Botswana à Victoria Falls en février dernier, et j'ai effectué une tournée en Afrique australe il y a six semaines, pendant laquelle j'ai notamment rencontré à Pretoria le ministre sud-africain des Affaires étrangères. M. Oliver Tambo a fait une visite à Ottawa il y a un mois et il y a rencontré notre

Premier ministre et d'autres dirigeants canadiens. Nous avons eu l'honneur d'accueillir, au début du mois en cours, le deuxième Sommet de la Francophonie à Québec et, le mois prochain, le Canada recevra à Vancouver les chefs de gouvernement du Commonwealth, la famille des nations dont l'Afrique du Sud faisait naguère partie.

...Le Canada estime que les sanctions imposées à l'encontre de l'Afrique du Sud ont été efficaces. Au cours des six premiers mois de 1987, le Canada a réduit de 51 % ses importations en provenance d'Afrique du Sud. Mais l'impact de ces mesures n'est pas seulement d'ordre économique; il est également psychologique. Certes, le gouvernement sud-africain y a réagi en restreignant encore davantage les libertés, mais de plus en plus de Sud-africains sont allés très loin dans leurs revendications de réforme, participant à des réunions à Lusaka et à Dakar et en établissant des contacts privés qu'il nous faut multiplier. ...L'instabilité en Afrique australe fait le jeu de l'*apartheid* tout autant qu'elle en résulte. Dans une des conversations les plus poignantes que j'aie tenues pendant ma tournée, des Canadiens qui s'emploient à fournir une assistance au Mozambique m'ont exprimé leur crainte que les projets qu'ils réalisent pour venir en aide à la population ne deviennent la cible de terroristes et ne mettent en danger la vie de ceux qu'ils s'efforcent de secourir. Un volet essentiel du défi à relever en Afrique australe consiste donc à accroître la stabilité des États de première ligne.

...M. le Président, j'ai commencé mon intervention en évoquant l'atmosphère de crise qui retenait tellement l'attention lorsque nous nous sommes réunis l'an dernier. Aujourd'hui, il nous faut certes tous prendre acte avec satisfaction de ce que le climat est maintenant à l'espoir. Espoir parce que, tant sur le plan mondial qu'à l'échelle régionale, on reconnaît que la paix et la sécurité du monde ne peuvent que profiter à tous et qu'ils constituent des objectifs qui méritent d'être poursuivis sans relâche. Espoir parce que l'on aborde de façon sensée les maux d'ordre social et économique qui affligent notre monde. Et, enfin, espoir parce que cette organisation qui est la nôtre, l'Organisation des Nations Unies, fait preuve à nouveau de la capacité de jouer, face aux graves problèmes auxquels la communauté internationale reste confrontée, le rôle central que l'on avait envisagé pour elle à l'origine. Nous avons sous les yeux l'ensemble de l'ordre du jour de l'Organisation : Afghanistan, Kampuchea, Chypre, paix au Moyen-Orient entre Israël et les États arabes, fin du terrorisme et une lutte intense visant à éliminer la faim et l'injustice. Il m'apparaît, M. le Président, que nous sommes davantage en mesure cette année que l'an dernier de relever les défis que pose cet ordre du jour. »